

Les fabricants d'engrais ont annoncé leur intention d'obtenir une part des bénéfices rapidement. Dans un article du *Globe and Mail*, M. R. R. Baxter informe les United Co-operatives of Ontario que les engrais seront insuffisants au printemps prochain. Je suis certain que le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) connaît les United Co-operatives of Ontario. Si cet article fait état d'autre chose que de l'augmentation du prix des engrais, j'aimerais en avoir connaissance. Les avis sont publiés, la mise en garde est faite.

Le prix des engrais a également été haussé le printemps dernier. J'avais alors reçu des lettres de cultivateurs à ce sujet. J'avais demandé au ministre de l'Agriculture à l'époque si des mesures pourraient être prises pour remédier à cette hausse de prix et si un cartel ou un monopole quelconque fixait les prix. Voici ce qu'il m'a répondu: «Non, il n'y a personne dans ce poulailler, sauf nous. Il n'y a rien qui cloche ici, les gars. Il n'y a pas de cartel et personne ne cherche à fixer les prix. Tout est ouvert et franc.» Si on le demande encore, on obtiendra sans doute la même réponse. Quiconque espère que le prix des aliments baissera, alors que les compagnies de pétrole augmentent le prix du combustible pour le cultivateur et que les compagnies d'engrais s'approprient à augmenter leurs prix, se fait des illusions. On peut parier sa tête que les compagnies de machines agricoles emboîteront le pas.

Une voix: Elles ont déjà pris les devants.

M. Gleave: Elles sont probablement au premier rang. Je me réjouis de ce que le gouvernement doive se réunir avec les gouvernements des provinces de l'Ouest pour déterminer ce qu'on peut faire dans leur partie du pays. Je me réjouirais encore plus si le ministre de l'Agriculture ou celui de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Macdonald) pouvaient nous dire dans un avenir très proche ce qu'ils comptent faire à l'égard de ces problèmes urgents. Je serais heureux aussi si le ministre des Transports (M. Marchand) pouvait nous faire connaître les intentions du gouvernement quant à un réseau des transports convenables. Il n'a pas besoin d'attendre la rencontre du premier ministre (M. Trudeau) avec les provinces de l'Ouest. Il suffit qu'il s'entretienne avec M. Benson, que le gouvernement a mis récemment à la tête de la Commission canadienne des transports. Ce serait encore mieux de décrocher le téléphone, de le congédier, et de nommer un autre à ce poste.

Des voix: Bravo!

M. Gleave: Dans le commerce du grain, nous savons que notre aptitude à exporter est restreinte par le service de transport mis à notre disposition. J'ai mentionné l'article à propos de la hausse du prix de l'engrais. Les entreprises de fabrication d'engrais comptent sur des expéditions de potasse pour être en mesure de préparer des expéditions d'engrais. Nous comptons énormément sur les transports en ce pays. Nous savons que nos services de transport ne répondent pas à nos besoins.

S'il est une chose dont les Canadiens soient capables, c'est de construire des chemins de fer et du matériel roulant. Nous construisons et vendons des locomotives. Il semble que personne, au gouvernement, ne veuille dire au CN et au CP de se mettre à la disposition des gens qui ont besoin de leurs services. Il est grand temps que quelqu'un le fasse.

Des voix: Bravo!

L'Adresse—M. Gleave

M. Gleave: J'ai reçu une lettre du Syndicat canadien des employés des télécommunications. Ils se plaignent de la mise à pied d'environ 200 des leurs. Ils soulignent aussi que le service du samedi dans la ville de Prince Albert sera supprimé. Apparemment, nous n'avons plus les moyens d'assurer un service télégraphique dans une ville de la grandeur de Prince Albert le samedi. Le gouvernement a bousillé le service postal du samedi, et maintenant voilà que les chemins de fer bousillent aussi le service télégraphique du samedi. Dans la même lettre, on signale que deux emplois disparaîtront dans les bureaux de Saskatoon. Le moment venu, on fermera probablement d'autres bureaux certains jours à Saskatoon. Qu'est-ce qui nous prend donc, nous les Canadiens pour tolérer pareille foutaise. Il est grand temps que nous devenions plus réalistes quant aux besoins de l'agriculture. J'ai parlé des coûts et de la nécessité d'un régime de transports plus approprié.

On dit dans le discours du trône que le gouvernement créera un système de prix équitable pour le grain et le bétail. J'ignore quel génie est à l'œuvre à ce sujet. Le gouvernement dit aussi vouloir assurer efficacement et régulièrement l'acheminement du grain. Je suis pour cela. On dit aussi textuellement dans le discours du trône que:

Le Gouvernement est favorable au principe d'une juste proportion entre les prix des grains de provende qu'utilisent les éleveurs de bétail des différentes régions du Canada.

Je pense que le gouvernement a l'intention d'agir, mais je m'exprimerai de façon parfaitement claire. Quant à moi, la Commission canadienne du blé est l'agent de négociation du cultivateur de l'Ouest pour le blé, l'avoine et l'orge. Toute personne ou tout gouvernement qui voudrait faire disparaître le pouvoir de négociation de la Commission canadienne du blé ou entraver le droit qu'elle a de fixer le prix de ces denrées comme elle le juge à propos de jour en jour, se heurtera à l'opposition unanime des membres de notre parti qui représentent les secteurs agricoles. Face à ce jargon administratif, je suis plutôt méfiant. Je préférerais que les objectifs soient définis en termes clairs et simples que le cultivateur ordinaire peut comprendre.

• (1530)

Que la situation actuelle dans l'industrie des céréales ne nous fasse pas perdre la tête. Il faut remonter très loin en arrière pour retrouver une situation semblable à l'échelle mondiale. Nous traversons une période où la sécheresse a ravagé les cultures en Russie, le plus grand producteur de blé au monde après la Chine, en Inde et en Australie, les autres producteurs les plus importants après le Canada et les États-Unis. Dans le même temps où la sécheresse nuit aux cultures de riz en Indonésie, des inondations sévissent aux Philippines. Il s'ensuit automatiquement une pénurie à l'échelle mondiale. Il y a, de plus, des pressions qui s'exercent sur d'autres produits alimentaires, généralement sur les graines oléagineuses et les protéines.

La difficulté majeure sera toujours le transport. Le cultivateur est réaliste. Il ne s'attend pas que la situation actuelle dure indéfiniment, pas plus qu'il ne s'attendait à ce que dure éternellement celle de la fin des années 60 alors que des quantités énormes étaient entreposées. Tout ce que l'on connaît de l'industrie des céréales à l'échelle mondiale, c'est son imprévisibilité.